

Formulaire en vue de la détermination du dernier ayant droit économique d'entités juridiques conformément à l'article 3, alinéa 1, lettre a SPV (formulaire C) et à l'article 4a, alinéa 1, lettre b et alinéa 2 AIA-V

La VP Bank AG est désignée ci-après «Banque». Pour faciliter la lecture, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

.....
Raison sociale/prénom nom (entité juridique/titulaire du compte)¹

.....
Numéro de client

A été identifiée comme ayant droit économique conformément à l'article 3, alinéa 1, lettre a SPV:

- une personne physique qui est la dernière à posséder ou à contrôler, de manière directe ou indirecte, une participation ou des droits de vote à hauteur de 25% ou plus dans cette entité juridique, ou qui participe à hauteur de 25% ou plus au bénéfice de ladite entité juridique
- une personne physique qui contrôle l'Entité par d'autres moyens
- une personne physique qui est membre de l'organe de direction, lorsque, une fois toutes les options épuisées et en l'absence de tout doute, aucune personne correspondant à celles susmentionnées n'a été identifiée

.....
Nom/s officiel/s

.....
Prénom/s officiel/s

.....
Rue

.....
Code postal

.....
Lieu

.....
Pays de domicile

.....
Nationalité

.....
Date de naissance

La saisie intentionnelle de fausses informations dans le présent formulaire est une infraction pénale prévue par le code pénal du Liechtenstein. Toute modification devra être immédiatement communiquée à la partie soumise à l'obligation de diligence. Si un membre de l'organe de direction a été identifié comme ayant droit économique, il est confirmé par la signature que les clarifications concernées n'ont pas suggéré l'existence d'ayants droit économiques sur la détention - en particulier indirecte - de participations, de droits de vote ou de participation ou par contrôle d'une autre manière.

¹ En cas de désignations différentes, le nom du titulaire du compte doit impérativement être indiqué.

1. Identification des informations pertinentes d'un point de vue fiscal

Veillez indiquer dans le tableau ci-dessous l'ensemble des pays de résidence fiscale avec le numéro d'identification fiscale y relatif (Tax Identification Number; TIN) de la personne physique désignée dans le formulaire C. A défaut d'indication, le pays indiqué dans le formulaire C sera considéré comme pays de résidence fiscale exclusif. Dans ce cas également, le TIN correspondant ou le motif de l'absence de TIN doit être communiqué à la banque, à moins que la personne physique indiquée dans le formulaire C ne soit une personne soumise à déclaration obligatoire.

Pays de résidence fiscale (liste complète)	TIN	Motif de l'absence de TIN

2. Explication

L'entité juridique prend acte du fait qu'en cas de modification des informations fournies dans le présent complément, elle est tenue de communiquer à la banque, dans un délai de 90 jours ou à la fin de l'année civile (la date la plus tardive étant applicable), un formulaire en vue de la détermination du dernier ayant droit économique d'entités juridiques conformément à l'article 3, alinéa 1, lettre a SPV (formulaire C) avec le complément au présent formulaire SPV.

L'entité juridique prend acte du fait que la banque peut être tenue de communiquer des informations concernant l'entité juridique et sa/ses relation/s d'affaires avec la banque ainsi que les personnes exerçant le contrôle (Controlling Persons) de l'entité juridique à l'administration fiscale pour transmission aux autorités fiscales du/des pays de résidence fiscale lorsque les conditions résultant des conventions internationales et de la législation applicables sont remplies.

L'entité juridique confirme que les informations fournies dans le présent complément sont, en toute conscience, complètes et correctes.

L'entité juridique prend acte que le fait de fournir intentionnellement des informations incomplètes ou fausses dans le présent complément ou de ne pas notifier un changement de situation constitue une infraction pénale prévue par l'article 28, alinéa 3, lettre c de la loi EAR.

En signant le présent complément, le signataire confirme qu'il est dûment autorisé à représenter l'entité juridique.

.....
Lieu/date

.....
Pour l'entité juridique/le titulaire du compte

.....
Nom/s des signataires en caractères d'imprimerie